

Née en 2000 de la volonté du milieu de prendre en main sa relance économique, la Société de développement économique de Sorel-Tracy (SDEST) est encore aujourd'hui une organisation incontournable. En effet, 20 ans après sa création, son héritage est encore énorme.

À l'époque, c'est une subvention de 21 M\$ versée par le gouvernement Landry qui avait permis de réaliser plusieurs gestes déterminants qui allaient jeter les bases du développement économique de la région.

« C'est venu d'une prise de conscience qu'il fallait développer en priorité l'économie, se souvient l'ancien député Sylvain Simard. J'ai recruté des gens de première classe, sans aucune affiliation politique. Nous avons eu la participation des syndicats, des gens d'affaires et même du milieu communautaire qui s'étaient mobilisés. »

UNE ORGANISATION QUI AVAIT TOUT À BÂTIR

Aux premiers jours, c'est le président Alain Goulet, l'un des fondateurs de la chaîne de magasins Sports Experts, qui a pris la tête de ce qui s'appelait à l'époque la Société des parcs industriels de Sorel-Tracy (SPIST).

Son premier geste a été d'embaucher un commissaire industriel pour faire du démarchage, mais rapidement, il fallait trouver du terrain. « Parce que même si on attirait des industries, nous ne savions pas où les mettre », se souvient Sylvain Simard.

Alain Goulet se rappelle que « le prix initial demandé par Marine Industries était de 19 M\$ pour ses installations. Après négociations, je leur ai dit que le maximum qu'on pouvait leur offrir serait 7,5 M\$ pour le terrain et les bâtiments. Je les ai convaincus que cette offre permettait de garder des fonds pour continuer à développer la région comme ils l'avaient souvent fait et qu'ils pouvaient ainsi continuer à y contribuer. Ils ont accepté. »



Crédit photo Pascal Gagnon

Grâce à cette entente, la SDEST a acquis les bâtiments et les terrains de l'ancienne Marine Industries inc. et a reçu des fonds gouvernementaux pour les faire dépolluer. Le parc Ludger-Simard est aujourd'hui un site de première qualité qui permet le transport hors-norme et donne accès à des quais et à la voie ferrée du CN. Il est occupé par neuf locataires et trois entreprises qui sont propriétaires de leurs bâtiments. Sur le site, c'est plus de 350 employés qui travaillent dans des entreprises dynamiques.



Crédit photo Pascal Gagnon



Crédit photo Pascal Gagnon

La SDEST a mis à jour des bâtiments pour pouvoir attirer des entreprises. « On est allé chercher plusieurs entreprises qui ont trouvé ce qu'il leur fallait en termes de dimension, de hauteur de plafond ou de ponts roulants pour développer leurs opérations », indique Alain Goulet.



Crédit photo Pascal Gagnon

Un autre geste déterminant a été de retenir Alstom, qui menaçait de quitter Sorel-Tracy pour déménager à Montréal, à cette époque. Après de multiples discussions, Alain Goulet a réussi à les convaincre d'installer leur bureau dans les locaux où se trouve actuellement General Electric.

Quelques années plus tard, en 2012, la SDE a construit un bâtiment, au coût de 5 M\$, qui allait servir pour la construction des bogies du métro de Montréal et pour d'autres contrats dans le domaine ferroviaire. D'autres bonnes nouvelles sont souhaitées au cours des prochains mois, puisqu'Alstom a annoncé des projets d'expansion de ses activités au Québec lors de l'annonce de son intention d'acquérir la division ferroviaire de Bombardier.



Crédit photo Pascal Gagnon

En 2015, il a aussi fallu draguer l'embouchure de la rivière Richelieu pour permettre aux bateaux de tous les calibres d'entrer dans le port. Cette opération a coûté un peu plus de 4 M\$ et a permis d'enlever 1000 mètres cubes de sédiments. Depuis, la SDEST a coordonné la réalisation de cinq autres opérations de dragage.

« Lors de la première campagne, c'était un dossier urgent, puisque plusieurs bateaux se sont envasés. Il y a même un navire qui était entré en collision avec le pont, se souvient Sylvain Simard. Les pilotes du Saint-Laurent menaçaient de ne plus venir à Sorel. »

Encore aujourd'hui, l'un des principaux mandats de la SDEST est de s'assurer que la profondeur d'eau soit suffisante pour que les bateaux puissent avoir accès aux différents quais à l'embouchure de la rivière Richelieu. « Quand un bateau vient dans la région, il paie des droits qui servent à financer le dragage de la rivière et l'entretien des quais », rappelle l'ancien ministre qui est maintenant le secrétaire de la SDEST. De plus, ces opérations maritimes maintiennent plus de 150 emplois dans la région.

POURSUIVRE SA MISSION ET DÉPLOYER SON EXPERTISE

La mission de la SDEST est aujourd'hui de s'occuper de la gestion immobilière de ses installations pour soutenir le développement économique de la ville-centre et de la MRC Pierre-De Saurel. « Pour faire une image, nous sommes comme une bâtisse à condos. On fait la gestion de la bâtisse, de certains services et l'entretien général pour les usagers », illustre le président Sylvain Ayotte.

Pour assurer le développement économique régional, ses projets sont multiples. La SDEST souhaite faire rayonner son expertise et développer d'autres terrains industriels. C'est pourquoi elle a manifesté sa volonté à la Ville de Sorel-Tracy pour collaborer au développement du terrain de 7 millions de pieds carrés de l'ancienne centrale thermique. « On souhaiterait prendre part au projet étant donné l'expertise dont on dispose », indique le président.

« C'est une opportunité immense, continue-t-il. Ça représente beaucoup d'emplois directs et indirects. Tout le monde en bénéficierait. Avec l'accès à un quai supplémentaire, ça peut nous amener de nouvelles opportunités. L'accès au fleuve, en plus de l'autoroute et du train à proximité, ça devient un avantage très concurrentiel pour positionner notre région. »

« Ça pourrait être intéressant, notamment pour le volet maritime. Les deux sites deviennent complémentaires, parce que la SDEST ne peut pas nécessairement accueillir au parc Ludger-Simard certains navires plus lourds. Car ils ne peuvent s'y rendre en raison de la présence du pont Turcotte et du manque de profondeur », ajoute Sylvain Ayotte.

La SDEST souhaite également développer le terrain appartenant encore à Investissement Québec, qui était sur le site de la Marine Industries. Ce terrain, inutilisable actuellement, que le premier ministre François Legault, lors de son passage à Sorel-Tracy, a promis de décontaminer si la région trouve un projet intéressant.

« Comme c'est une opération qui coûtera quelques millions \$, on comprend qu'il faut un projet prometteur avant de faire la décontamination. En parallèle, c'est difficile de trouver une entreprise qui est prête à attendre plus d'un an, juste pour l'étape de la décontamination. Nous avons quelques prospects, mais c'est de la planification. »

Ce terrain de 300 000 pieds carrés offre d'ailleurs un potentiel très intéressant. Selon la configuration des installations, il pourrait y avoir plusieurs bâtiments, prévoit le président. « Mais ce qui est important, c'est qu'il est réaliste d'espérer ajouter une cinquantaine d'emplois sur le site. »

Finalement, il y a également une volonté de développer les quais sur la rivière Richelieu pour créer d'autres opportunités pour la région. « Ce n'est pas accessible pour certains navires, mais on peut développer de nouveaux marchés, souligne M. Ayotte. Je donne toujours l'exemple qu'un réparateur de voiliers pourrait s'y implanter, nos installations s'y prêteraient. C'est l'une des filières que l'on souhaite explorer. »

Pour information : info@sdesorel-tracy.com

Nancy Annie Léveillé, Gestionnaire immobilier & infrastructure

26, place Charles-De Montmagny, bureau 210, Sorel-Tracy (Québec) J3P 7E3
450 742-5933, poste 233 • Cellulaire : 450 780-2324